



DÉCRYPTAGÉO

LES RENCONTRES

Le rendez-vous des professionnels de l'information géographique



Les 8, 9 et 10 avril 2014

À l'ENSG à Marne La Vallée

L'Open Data Impact sur la société

Mohammed Adnène TROJETTE
Magistrat à la Cour des comptes
matrojette@ccomptes.fr

Avertissement

- Intervention

- qui n'engage que son auteur
- qui n'engage pas la Cour des comptes

- Présentation sous licence ouverte Etalab

- licence libre
- mention de la paternité
- réutilisation, modification, rediffusion autorisées
- compatible avec les standards internationaux (CC-BY)



INTRODUCTION

[Grenoble a une adjointe au maire déléguée à l'open data et veut ...](#)

ZDNet - 4 avr. 2014

Open Source : Laurence Comparat est devenue adjointe avec en délégation l'accès à l'information et aux données publiques. La liste menée ...



[J.-P. Huchon : "l'open data au service de la transparence"](#)

DirectMatin.fr - 7 avr. 2014

L'«Open week», c'est une manière de faire découvrir l'**open data**, c'est-à-dire l'ouverture de données publiques, en l'occurrence celles fournies ...



[Ouverture des données de Medicare : l'Open Data à l'américaine ...](#)

La Revue du digital - il y a 25 minutes

La communication des paiements effectués par le système de santé public Medicare a été autorisée par le président Obama. Les premières ...



[Une maire adjointe Open data à Grenoble](#)

Politis - 5 avr. 2014

Au niveau national on a bien une plateforme d'**open data**, dépendant du Premier ministre, en état de marche, mais qui patine : un problème ...



Le Soir

[Une plate-forme Open Data pour la Ville de Bruxelles](#)

Decideo - 8 avr. 2014

La Ville de Bruxelles s'était lancée en février 2012 dans l'**Open Data**. En avril 2014, elle est allée plus loin en mettant en ligne une plate-forme ...

[La ville de Bruxelles lance une plate-forme Open Data](#)

Le Soir - 8 avr. 2014

[Explorer en détail](#) (2 autres articles)

Plan de l'intervention

1. État des lieux de l'ouverture
2. L'impact de l'ouverture sur la société
3. Les modèles retenus dans le monde
4. Conclusions du rapport et décisions

ÉTAT DES LIEUX DE L'OUVERTURE DES DONNÉES PUBLIQUES

Les motivations pour ouvrir

Un contrôle démocratique de l'action publique

Des bénéfices sociaux

Des bénéfices économiques

Une modernisation de l'action publique

- + modernisation des systèmes d'information
- + échanges internes facilités
- + retours d'expériences
- + enrichissement des données

Les producteurs traditionnels



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



MINISTÈRE
DE
L'INTÉRIEUR

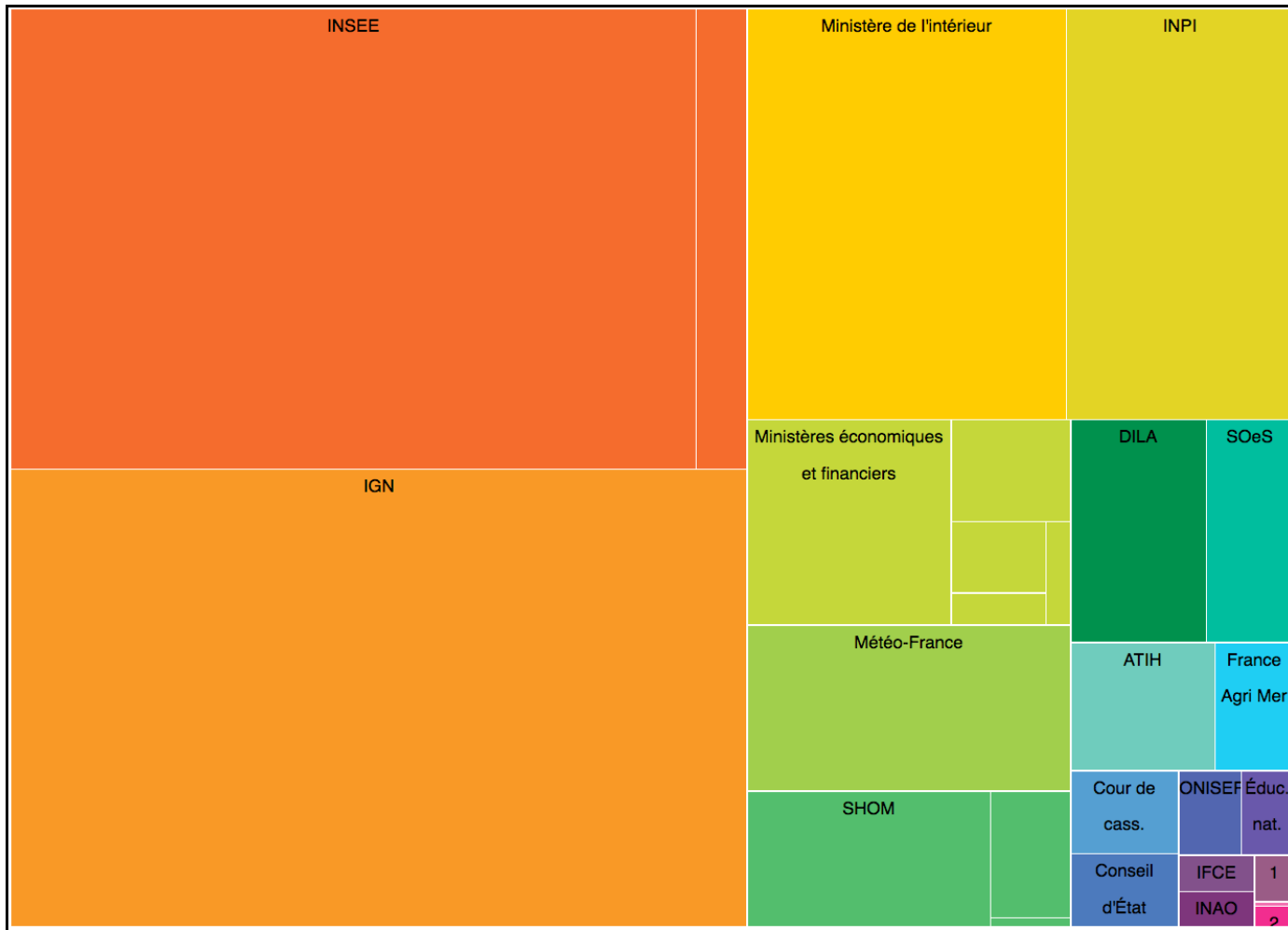
19 membres
28 abonnés
279 jeux de données

 REJOINDRE

 S'ABONNER



La répartition des redevances

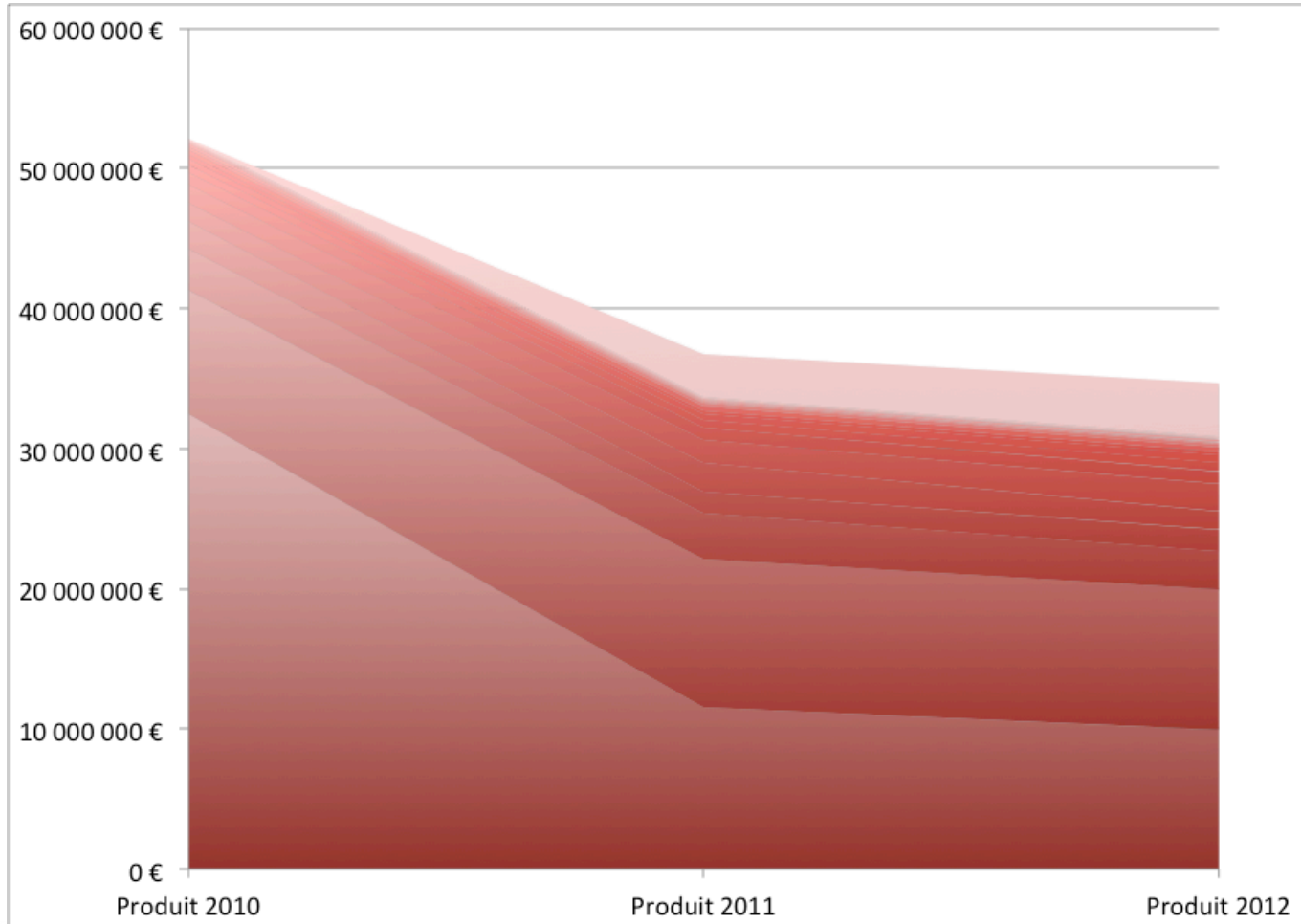


1 : ASP
2 : CADA

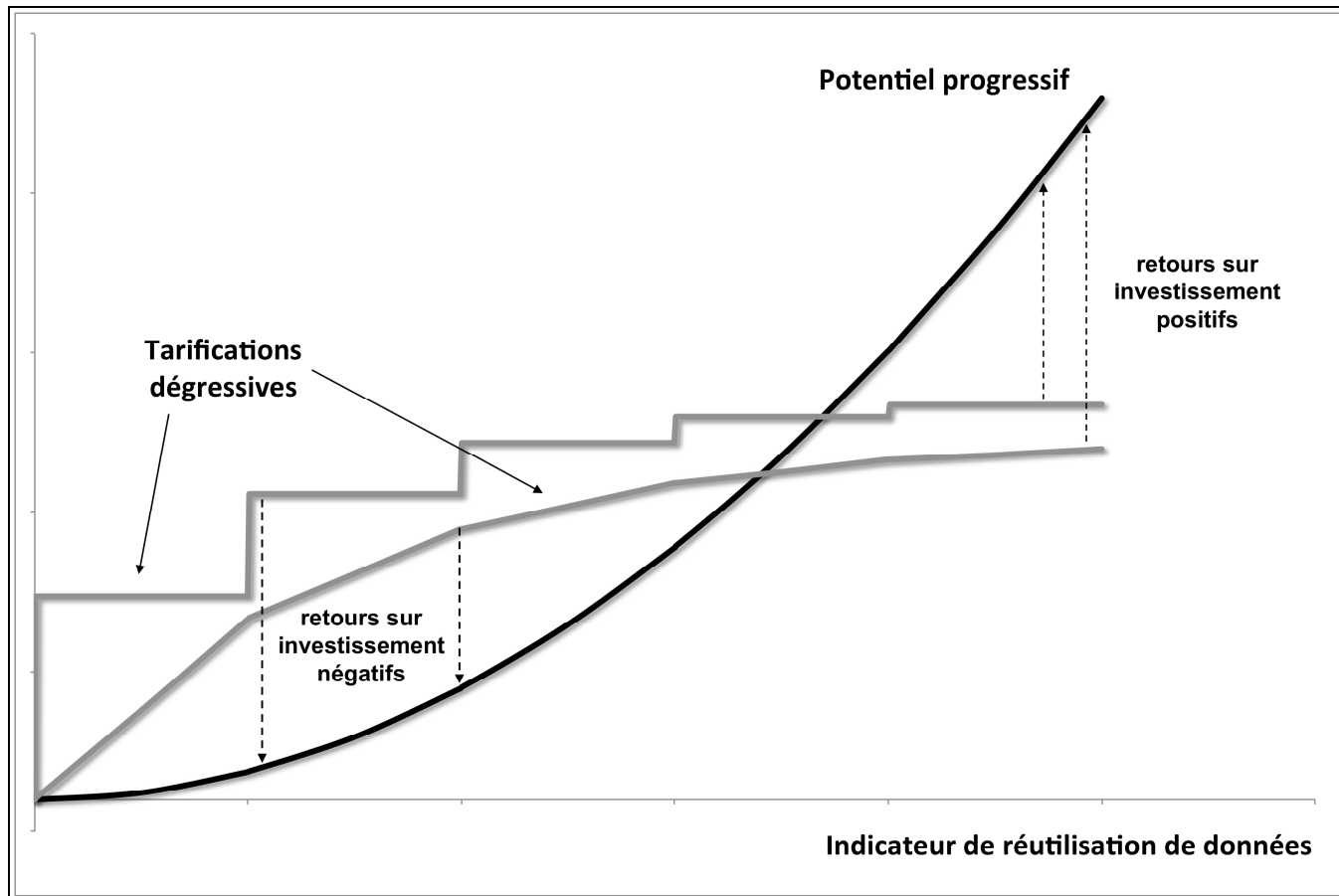
La répartition des redevances

Service bénéficiaire	Recettes 2012	Part des acheteurs publics	
		Montant (€)	Pourcentage (%)
Institut national de l'information géographique et forestière	9 940 748 €	3 483 896 €	35,0 %
Institut national de la statistique et des études économiques	9 981 000 €	995 014 €	10,0 %
Office national d'information sur les enseignements et les professions	155 143 €	115 223 €	74,3 %
Ministères économiques et financiers	1 955 234 €	90 090 €	4,6 %
Ministère de l'intérieur	3 865 282 €	50 660 €	1,3 %
Service de l'observation et des statistiques	580 000 €	48 330 €	8,3 %
Météo-France (hors recettes refacturées à sa branche commerciale)	1 585 000 €	42 795 €	2,7 %
Agence de services et de paiement	53 480 €	31 360 €	58,6 %
Agence technique de l'information sur l'hospitalisation	543 719 €	29 872 €	5,5 %
Service hydrographique et océanographique de la marine	1 300 000 €	29 000 €	2,2 %
Ministère de l'éducation nationale	131 091 €	7 032 €	5,4 %
Cour de cassation	264 120 €	6 624 €	2,5 %
Ministère de l'agriculture	16 700 €	6 560 €	39,3 %
Direction de l'information légale et administrative	892 326 €	4 020 €	0,5 %
Institut national de la propriété intellectuelle	2 744 054 €	3 363 €	0,1 %
Institut français du cheval et de l'équitation	81 671 €	1 645 €	2,0 %
Institut national de l'origine et de la qualité	79 265 €	920 €	1,2 %
FranceAgriMer	300 000 €	0 €	0,0 %
Conseil d'État	231 508 €	0 €	0,0 %
Commission d'accès aux documents administratifs	5 000 €	0 €	0,0 %
TOTAL	34 705 341 €	4 946 404 €	14,3 %

L'évolution des recettes

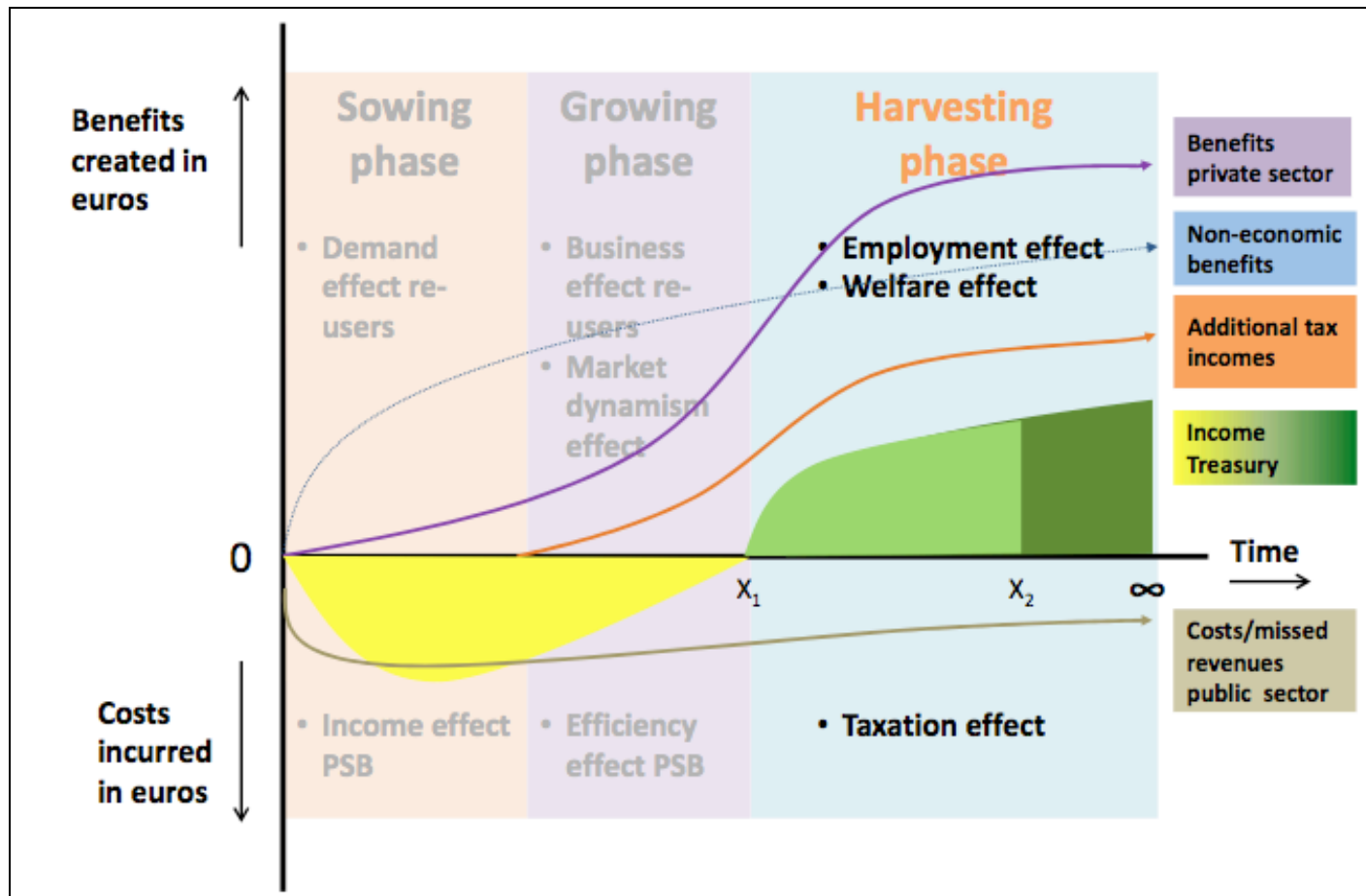


Les modèles de tarification



L'IMPACT DE L'OUVERTURE SUR LA SOCIÉTÉ

Un modèle fondé sur l'investissement

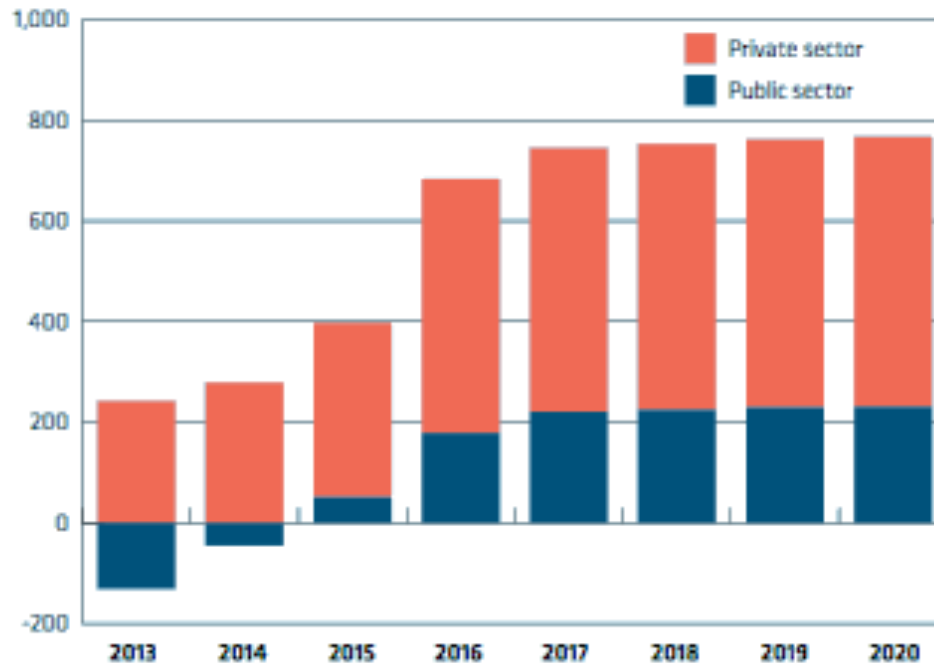


Source : Rapport à l'Agence spatiale européenne.

L'exemple danois

TOTAL NET SURPLUS/DEFICIT, BY SECTOR

DKK million



Source: Strategy "Good basic data for everyone – a driver for growth and efficiency".
Données en couronnes danoises (DKK).

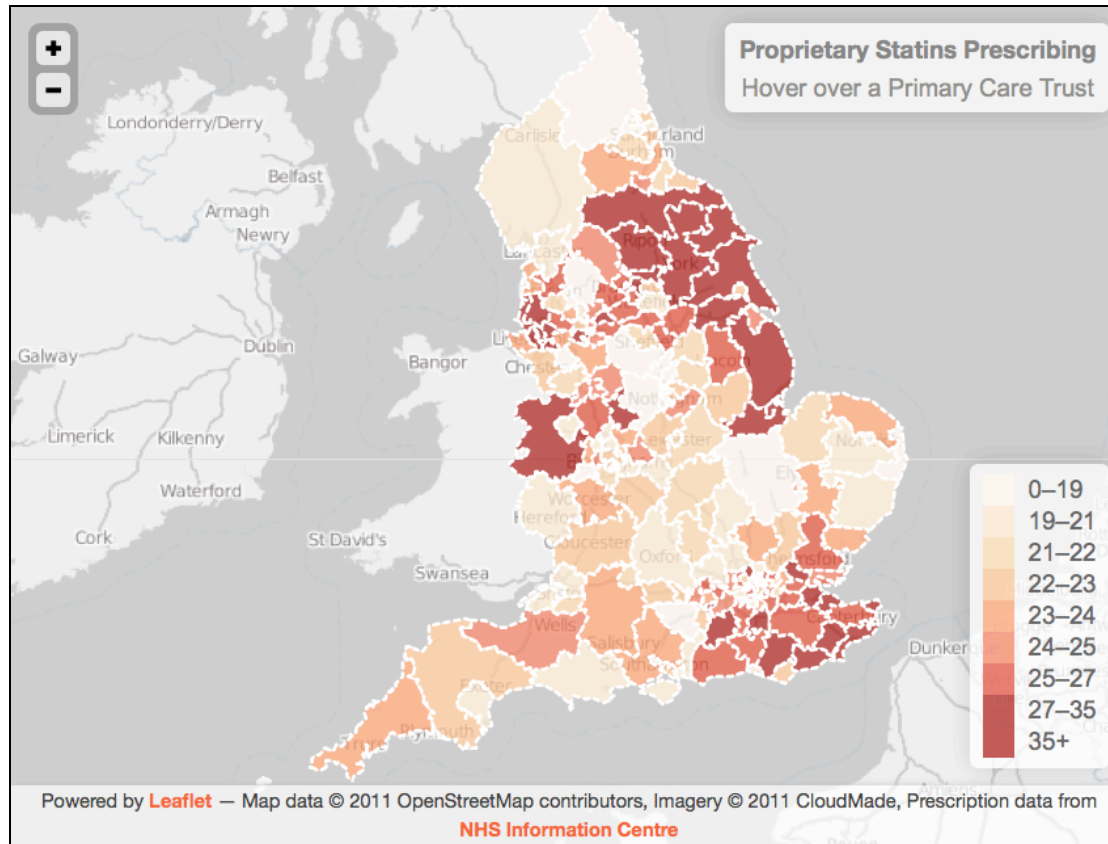
L'exemple britannique

Publication du rapport indépendant sur les opportunités d'ouverture des données publiques au Royaume-Uni – *Vers la définition d'une stratégie nationale d'Open Data*

*Stephan Shakespeare, le président du Data Strategy Board, a présenté mercredi 15 mai son rapport sur l'ouverture des données publiques, commandé en octobre 2012 par David Cameron. S'appuyant sur une **analyse approfondie du marché** (réalisée par Deloitte¹²⁷), le rapport estime que **les bénéfices de l'ouverture des données publiques au Royaume-Uni ont atteint 6,8 Md£ en 2010/11, dont 1,8 Md£ de bénéfices économiques directs pour les entreprises et les consommateurs et 5 Md£ de bénéfices sociaux**. Soulignant les avancées majeures réalisées par le Royaume-Uni en matière d'ouverture des données publiques, le rapport soumet un ensemble de **recommandations au gouvernement pour faire du Royaume-Uni le leader mondial de l'Open Data**. Les principales recommandations sont : **reconnaitre que les données publiques sont la propriété des citoyens**, définir une **stratégie nationale des données claire, visible et vérifiable** et un **plan d'exécution concret, publier « rapidement même si elles sont imparfaites » un grand nombre de données publiques**, s'engager à publier un **noyau de données clés de très haute qualité** (« high quality core »¹²⁸) et investir dans les infrastructures et dans les compétences. Le gouvernement a accueilli positivement le rapport et devrait publier une réponse au cours de l'été 2013.*

Source : réponse de la DG Trésor.

Le cas des données de santé



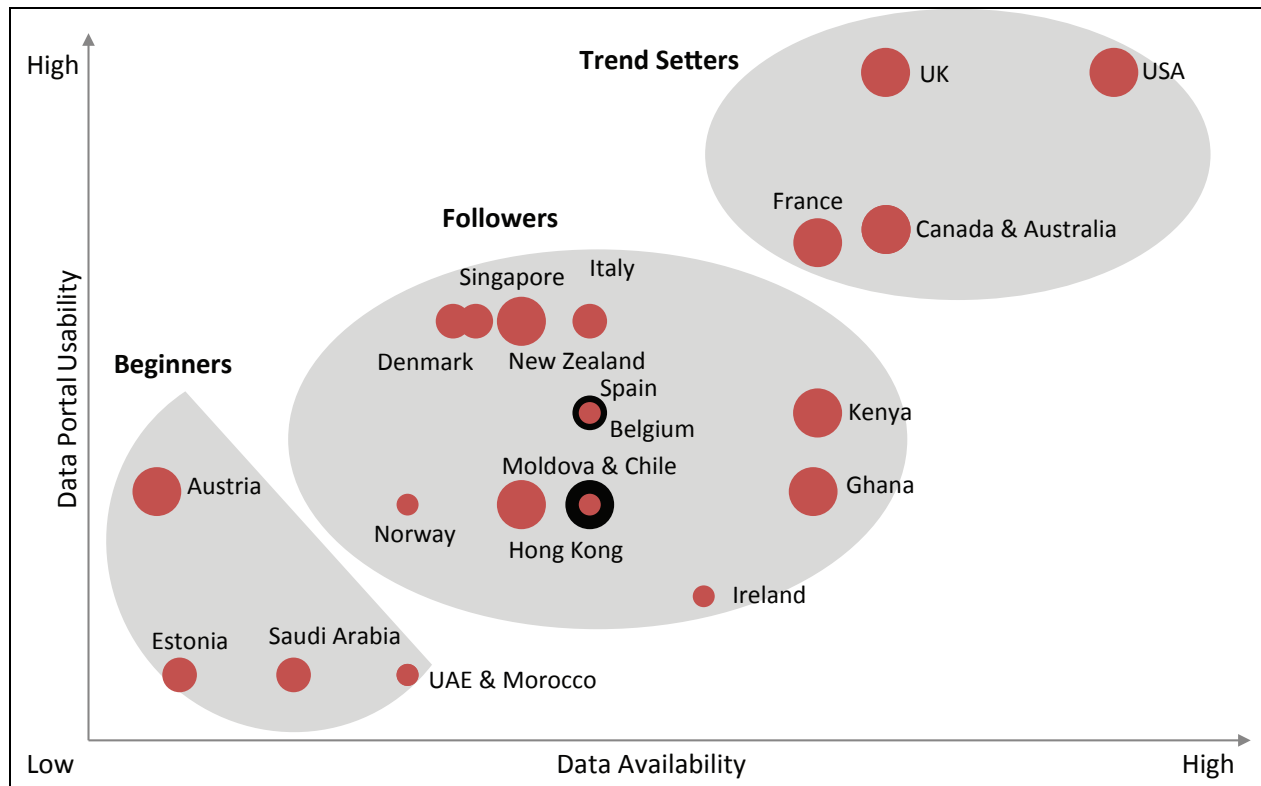
Source : prescribinganalytics.com.

LES MODÈLES RETENUS DANS LE MONDE

La tendance à la gratuité

- Un principe de gratuité souvent affiché
 - 26 des 37 pays examinés, dont
 - France, Canada, Royaume-Uni
 - États-Unis, Japon, Russie, Chine
 - Australie, Autriche, Corée du Sud, Israël, Singapour
 - Danemark, Finlande, Croatie, Estonie, Pologne, Slovénie
 - Brésil, Émirats Arabes Unis, Tunisie, Maroc
- Une réalité plus complexe
 - périmètre étroit des données effectivement ouvertes
 - persistance de certaines redevances
 - gratuité vs coût marginal

La France, à la pointe ?



NB : la taille des « bulles » représente le niveau de soutien gouvernemental.

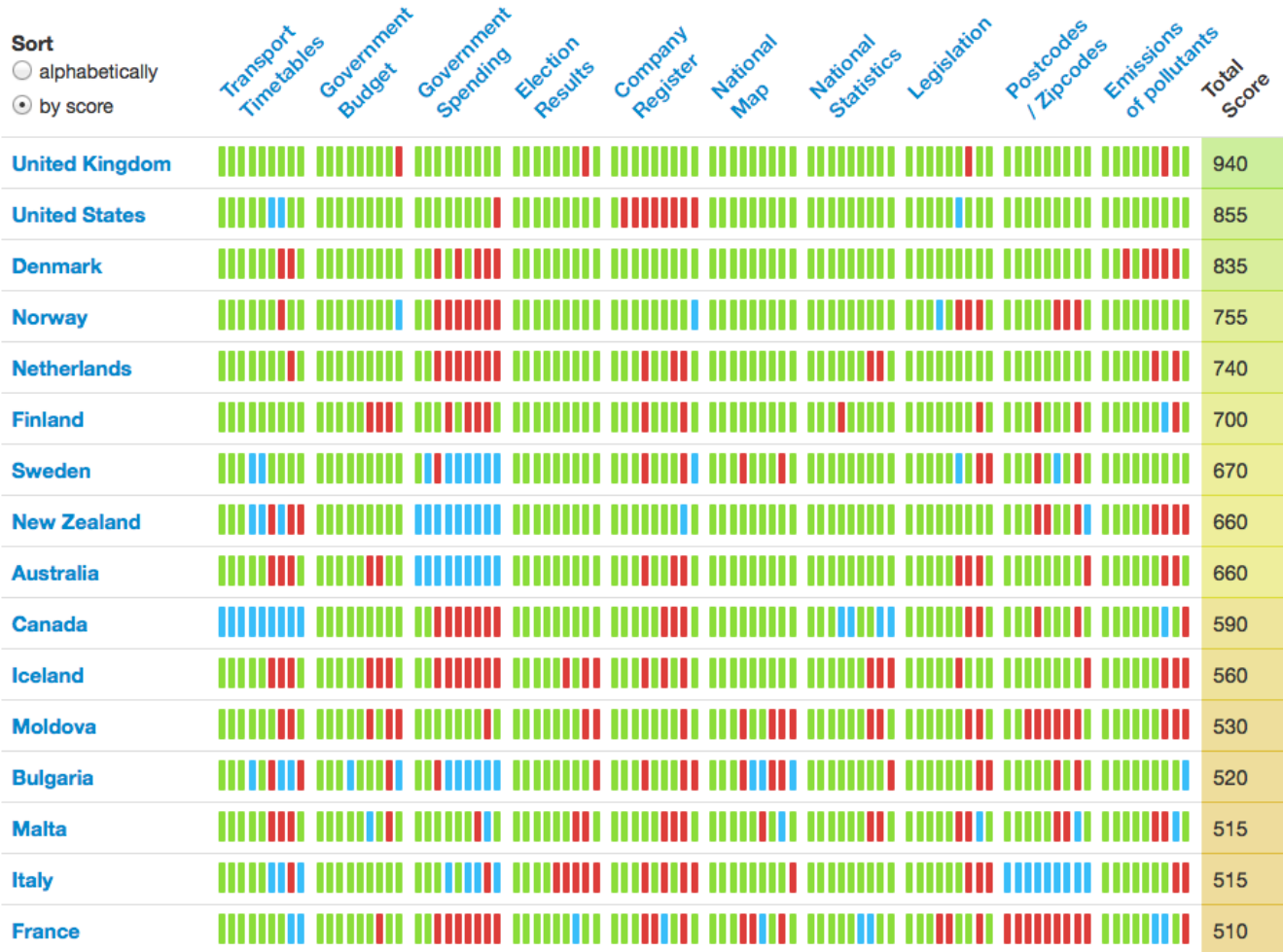
Source: Analyse Capgemini Consulting.

La France, à la pointe ?



































































































































Tableau n° 10 : Classement des pays du G8¹⁶⁰ par l'Open Data Census

	Horaires de transports	Budget de l'État	Comptes de l'État	Résultats électoraux	Registre des entreprises	Cartographie nationale	Statistiques nationales	Données juridiques	Codes postaux	Émissions polluantes	Score total
États-Unis	6 / 6	6 / 6	6 / 6	5 / 6	5 / 6	6 / 6	6 / 6	4 / 6	4 / 6	6 / 6	54 / 60
Royaume-Uni	6 / 6	6 / 6	6 / 6	5 / 6	3 / 6	6 / 6	6 / 6	6 / 6	3 / 6	4 / 6	51 / 60
France	6 / 6	5 / 6	2 / 6	6 / 6	4 / 6	5 / 6	6 / 6	4 / 6	3 / 6	5 / 6	46 / 60
Japon	4 / 6	5 / 6	5 / 6	5 / 6	2 / 6	5 / 6	5 / 6	5 / 6	5 / 6	5 / 6	46 / 60
Canada	1 / 6	6 / 6	5 / 6	6 / 6	3 / 6	6 / 6	3 / 6	3 / 6	4 / 6	5 / 6	42 / 60
Allemagne	1 / 6	6 / 6	2 / 6	6 / 6	2 / 6	3 / 6	5 / 6	5 / 6	6 / 6	5 / 6	41 / 60
Italie	3 / 6	6 / 6	2 / 6	4 / 6	3 / 6	4 / 6	6 / 6	4 / 6	3 / 6	4 / 6	39 / 60
Russie	2 / 6	4 / 6	5 / 6	3 / 6	2 / 6	2 / 6	3 / 6	3 / 6	5 / 6	1 / 6	30 / 60

Quelles marges de progression ?



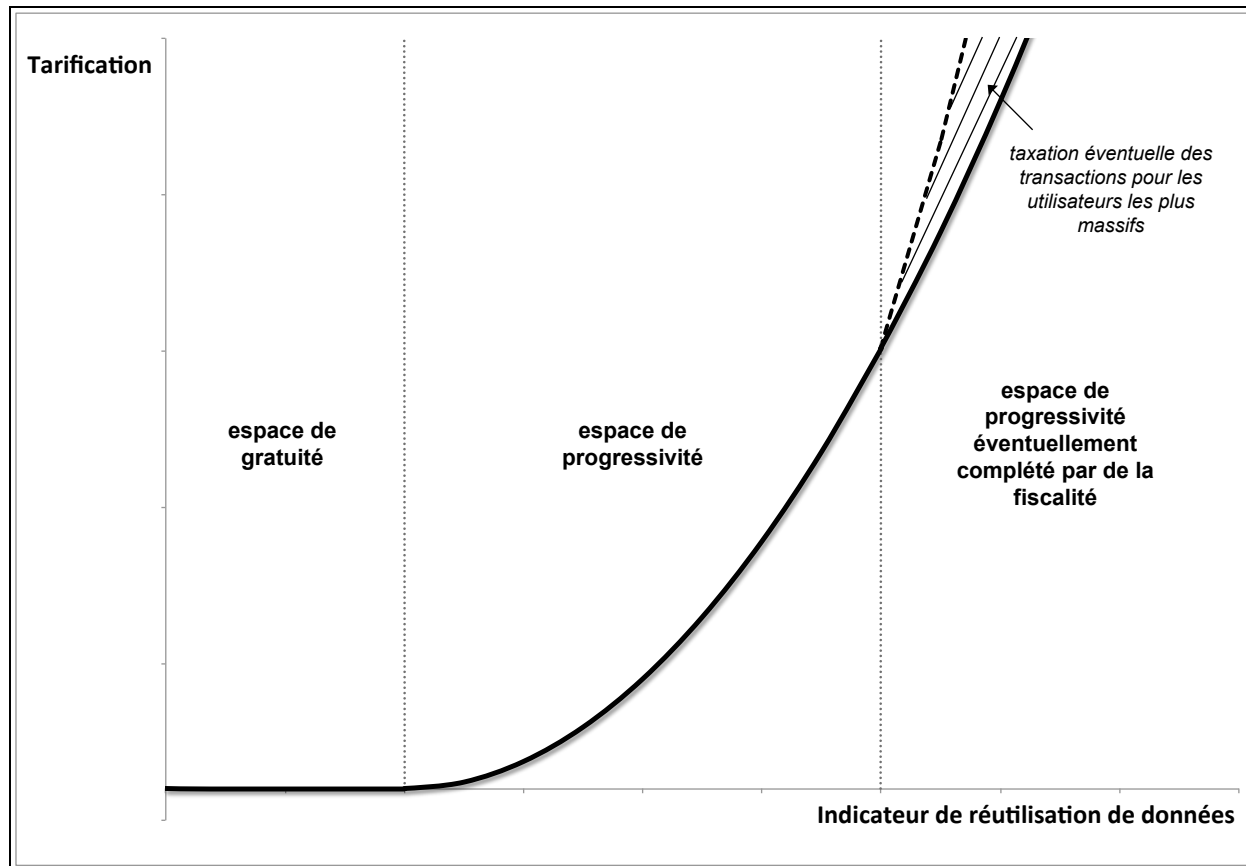
Quelles marges de progression ?

Dataset	Score	Breakdown	Location (URL)	Information
Transport Timetables 	60%	        	http://test.data-sncf.com/index.php/	  
Government Budget 	90%	        	http://www.data.gouv.fr/content/search?SortBy=...	  
Government Spending 	10%	        		  
Election Results 	90%	        	http://www.data.gouv.fr/content/search?SortBy=...	  
Company Register 	35%	        	http://www.sirene.fr/sirene/public/static/conditio...	  
National Map 	35%	        	http://professionnels.ign.fr/catalogue	  
National Statistics 	75%	        	http://www.data.gouv.fr/donnees/view/Indicateur...	  
Legislation 	50%	        	http://www.legifrance.gouv.fr/	  
Postcodes / Zipcodes 	0%	        	http://www.laposte.fr/sna/rubrique.php3?id_rubri...	  
Emissions of pollutants 	65%	        	http://www.data.gouv.fr/content/search?SortBy=...	  

Key:  Yes  No  Unsure  No data

LES CONCLUSIONS DU RAPPORT ET LES DÉCISIONS PRISES

Passer à une stratégie de plateforme



Source : Mission redevances.

Le CIMAP du 18 décembre 2013

Les politiques publiques de demain seront construites **avec les citoyens** et non pas seulement **pour eux**.

De nouvelles données rendues publiques

De nouvelles données sont aujourd'hui disponibles sur data.gouv.fr, comme par exemple :

- ▶ Liste des marchés publics conclus de 2008 à 2012.
- ▶ Effectifs étudiants inscrits dans les établissements et les formations de l'enseignement supérieur.
- ▶ Base des données publiques sur les médicaments commercialisés ou ayant été commercialisés durant les deux dernières années en France (notamment la composition des médicaments).
- ▶ Projet de loi de finances 2014 (détail par programmes et missions).
- ▶ Comptes des partis et groupements politiques au titre de l'exercice 2011.

Un principe de gratuité

Aucune redevance ne saurait être exigée sur des données résultant des missions de service public des administrations. A terme, l'objectif est leur suppression.

Dès aujourd'hui, le Gouvernement supprime certaines redevances, notamment celles prévues sur :

- **les données essentielles d'accès au droit** : les données de la commission d'accès aux documents administratifs (CADA), ainsi que, courant 2014, les données des bases juridiques du site legifrance.gouv.fr
- **les données relatives aux dotations globales de fonctionnement versées aux collectivités locales** et à compter de fin 2014, les données comptables brutes.

Une plateforme contributive pour fédérer la communauté des producteurs et des utilisateurs de la donnée publique

Plus lisible, plus simple, plus efficace, data.gouv.fr, le portail des données publiques s'ouvre aux contributions de tous.

Source : Dossier de presse du 4^e CIMAP

Le CIMAP du 18 décembre 2013

Décision n°24 : Le Gouvernement réaffirme le principe de gratuité de la réutilisation des données publiques et décide de ne plus autoriser la création de nouvelle redevance.

Décision n°25 : Sur la base du rapport remis par M. Trojette relatif au modèle économique des redevances de réutilisation des données publiques et après examen des différentes catégories de données publiques soumises à redevance, le Gouvernement décide de supprimer plusieurs redevances. Les redevances supprimées sont celles perçues sur :

- les données relatives aux dotations globales de fonctionnement versées aux collectivités locales par la direction générale des collectivités locales (ministère de l'Intérieur) ;
- les données comptables brutes gérées par la direction générale des finances publiques – balance des comptes définitifs des collectivités et établissements publics locaux recensés à compter de l'arrêté définitif des comptes 2013. Les fiches de situation financière des collectivités locales restent consultables sur le site collectivités-locales.gouv.fr
- le parcellaire agricole de l'Agence de services et de paiement (ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt) ;

- les données cadastrales de l'Institut national de l'origine et de la qualité (ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt) ;
- les données brutes diffusées par l'Institut français du cheval et de l'équitation ;
- les données relatives aux adresses postales des établissements scolaires (ministère de l'éducation nationale) ;
- les données de l'Office national d'information sur les enseignements et les professions – ONISEP (ministère de l'éducation nationale) ;
- les données de la CADA
- les redevances sur la réutilisation professionnelle des informations suivantes diffusées par la DILA : ASSOCIATIONS, DEPOTS DES COMPTES DES ASSOCIATIONS, JORF, LEGI, KALI, JADE, CONSTIT, CASS-INCA, CAPP, CNIL, CIRCULAIRES.

Par ailleurs, le ministère de l'économie et des finances fournira en open data, sur une base hebdomadaire, la base des prix des carburants.

Le CIMAP du 18 décembre 2013

Décision n°26 : Le Gouvernement précise sa **doctrine en matière d'exceptions au principe de gratuité** :

- aucune redevance ne saurait être exigée sur des données résultant des missions de service public des administrations générales. Il est demandé aux administrations d'accroître leurs efforts en matière de publication de données leur permettant de mener à bien leurs missions, de motiver leurs décisions, de mesurer leurs activités ou leur bilan. Le site data.gouv.fr, est en mesure d'accueillir ces données ;
- le respect du secret statistique et donc l'anonymisation des informations pouvant éventuellement permettre d'identifier des personnes est un principe central du droit français. Certaines redevances ont été instaurées pour financer cette tâche, qui est indispensable avant ouverture de la donnée. Le Gouvernement demande au SGMAP d'apporter tout le soutien possible aux services publics concernés, afin d'identifier les moyens de réduire ces coûts sans dégrader la qualité de cette anonymisation ;
- enfin, le Gouvernement réaffirme que les opérateurs dont la mission même est de produire des données doivent rechercher des modèles économiques leur permettant de faire face à un paysage économique en profonde reconstitution. Conformément aux conclusions du rapport Trojette, il leur demande d'engager, dans les meilleurs délais, avec l'appui du SGMAP et du ministère du Budget, une réflexion sur les évolutions de leurs modèles économiques. Il leur demande de rechercher des modèles stimulant l'innovation autour de leurs données, favorables aux entrepreneurs innovants, et soutenables à l'heure de l'économie numérique, de la production de nombreuses données par les citoyens eux-mêmes, et des stratégies de plateformes.

Le CIMAP du 18 décembre 2013

Afin de mener cette transition - qui vise à, maintenir et améliorer la qualité des informations publiques, à garantir la pérennité du service public et à développer des stratégies numériques pérennes, efficaces et innovantes, **le Gouvernement demande au SGMAP d'accompagner au mieux ces opérateurs, tel l'IGN (Institut géographique national), le SHOM (Service hydrographique et océanographique de la marine) ou Météo France, en lien avec les ministères de tutelle pour définir avec eux des trajectoires d'investissement dans l'innovation compatibles avec le redressement des finances publiques.**

Source : Décisions du 4^e CIMAP

Questions ?

Mohammed Adnène TROJETTE
Magistrat à la Cour des comptes
matrojette@ccomptes.fr

ANNEXES

Data.gouv.fr

Un portail d'État collaboratif – une plateforme

+ Des services de base

- ◉ Dépôt de jeux de données
- ◉ Labellisation des producteurs de données publiques
- ◉ Dépôt de contributions extérieures
- ◉ Évaluation des contributions
- ◉ Forums d'échanges
- ◉ Interfaces de programmation d'application

+ Exemples : [IR](#), [ISF](#), budget ([DB1](#), [DB2](#), [Libé](#))